ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 14 juin 1993, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "modifiant la nouvelle loi communale en vue de renforcer la démocratie communale", a donné le 7 juillet 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 14 juni 1993 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de nieuwe gemeentewet met het oog op de versterking van de gemeentelijke democratie", heeft op 7 juli 1993 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

Il est d'usage de ne pas mentionner dans l'intitulé le but poursuivi par le texte en projet.

Cette mention est d'autant moins justifiée que le projet de loi tend à modifier un texte dont l'intitulé est bien connu.

OBSERVATION GENERALE.

L'article 91 en projet (article 7 du projet) impose aux communes l'adoption d'un règlement d'ordre intérieur. Plusieurs dispositions en projet y font référence, en prévoyant la faculté (1) ou l'obligation (2) d'y faire figurer certaines règles.

Parmi ces dispositions, plusieurs sont rédigées de façon tellement générale qu'elles permettent au conseil communal de régler, par le biais du règlement d'ordre intérieur, des questions essentielles au fonctionnement du conseil.

---

(1) Article 84, § 2, alinéa 2, en projet (article 3 du projet), article 87, § 2, alinéa 2, en projet (article 5 du projet), article 87bis, alinéa 3 en projet (article 6 du projet), article 101, alinéas 1er et 2 en projet (article 14 du projet).

(2) Article 84, § 1er, alinéa 5, en projet (article 3 du projet), article 108bis en projet (article 16 du projet), article 120, § 1er, alinéa 2, en projet (article 19 du projet).

En raison de leur généralité, de telles dispositions heurtent les articles 31 et 108 de la Constitution. En effet, ces articles imposent que les règles fondamentales concernant le fonctionnement des conseils communaux soient réglées par le législateur.

Encourt en premier lieu cette critique l'article 91 en projet (article 7 du projet) qui, prévoit que "(le règlement d'ordre intérieur) peut comprendre toutes autres mesures relatives au fonctionnement du conseil". Pour être compatible avec les dispositions constitutionnelles précitées, l'article en projet devrait préciser que le règlement d'ordre intérieur ne peut comprendre que les mesures complémentaires à celles qui doivent être prévues par la nouvelle loi communale.

Il en va de même de l'article 100, alinéa 1er, en projet, selon lequel "les membres du conseil votent à haute voix ou de la manière prescrite par le règlement d'ordre intérieur". Il y a lieu d'indiquer que le règlement d'ordre intérieur ne peut instaurer qu'un système aboutissant au même résultat que le vote à haute voix.

DISPOSITIF.

Observation particulière.

Il est proposé de rédiger le texte néerlandais du projet en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3 nouveau.

L'article 1er du projet insère dans la nouvelle loi communale un article 12bis qui dispose notamment, en son alinéa 3, que "la personne de confiance jouit des mêmes droits et est soumise aux mêmes obligations que le conseiller". Cette personne doit, dès lors, comme le conseiller communal, prêter le serment constitutionnel. En conséquence, il convient, de l'accord de la déléguée du Ministre, de modifier également l'article 80 de la loi communale et d'insérer à cette fin, après l'article 2 du projet, un article rédigé comme suit :

"L'article 80, alinéa 1er, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Les conseillers communaux, les personnes de confiance visées à l'article 12bis, les bourgmestres et les échevins, préalablement à leur entrée en fonction, prêtent le serment suivant :

"Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge"".

Le texte néerlandais de l'article 12bis, alinéa 1er, en projet, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais de l'article 12bis, alinéa 3, en projet, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3.

1. Afin de mieux répondre aux intentions du Gouvernement et de l'accord de la déléguée du Ministre, l'article 84, § 1er, en projet devrait être rédigé comme suit :

"Article 84.-

§ 1er. Aucun acte ni aucune pièce concernant l'administration ne peuvent être soustraits à l'examen des membres du conseil, à moins que cet acte ou cette pièce n'ait trait qu'à une attribution d'intérêt exclusivement général du collège des bourgmestre et échevins ou du bourgmestre.

Il est tenu un indicateur d'entrée et de sortie des pièces visées à l'alinéa 1er. Cet indicateur peut être consulté par les conseillers communaux.

Une copie des actes et pièces est délivrée aux conseillers communaux lorsqu'ils le demandent.

Les conseillers communaux peuvent visiter tous les établissements et services communaux, créés et gérés par la commune.

Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 91 détermine les modalités et les moments auxquels le droit de consultation et de visite peut être exercé, ainsi que les conditions dans lesquelles une copie des actes et pièces

peut être obtenue. Il doit garantir un exercice efficace de ces droits.

La redevance éventuellement réclamée pour la copie ne peut en aucun cas excéder le prix de revient".

2. Dans le paragraphe 2, alinéa 1er, il n'est pas prévu que les conseillers puissent poser des questions, hypothèse qui est visée à l'alinéa 2.

Le paragraphe 2, alinéa 2, serait dès lors mieux rédigé comme suit :

"Les conseillers communaux ont le droit de poser des questions au collège des bourgmestre et échevins et au bourgmestre. Une réponse écrite aux questions écrites doit être donnée dans les vingt jours ouvrables. Aux questions orales posées au cours d'une séance du conseil, une réponse orale doit être donnée au plus tard lors de la séance suivante.

Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 91 détermine les modalités d'exercice de ce droit".

Article 4.

Le texte néerlandais de l'article 85 en projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5.

1. Dans son texte français, l'article 87, § 1er, alinéa 1er, troisième phrase, doit être rédigé au présent et non au futur de l'indicatif.

La même observation vaut pour l'article 87bis, alinéa 2, en projet (article 6 du projet).

Le texte néerlandais de l'article 87, § 1er, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. L'article 87, § 2, alinéa 2, en projet conçoit, dans des termes fort larges, la possibilité pour les conseillers communaux d'obtenir des informations techniques auprès du secrétaire communal ou des fonctionnaires qu'il désigne. Cette faculté ne peut se comprendre que si elle se concilie avec les dispositions qui organisent le statut et les responsabilités du secrétaire communal, notamment l'article 26 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le secrétaire communal se conforme, en toutes circonstances, "aux instructions qui lui sont données soit par le conseil, soit par le collège des bourgmestre et échevins, soit par le bourgmestre", et l'article 26bis de la nouvelle loi communale, modifié par la loi du 17 octobre 1990, qui charge de manière explicite le secrétaire communal de la préparation des affaires qui sont soumises au conseil communal et au collège des bourgmestre et échevins.

Le texte néerlandais de l'article 87, § 2, alinéa 2, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

Le texte néerlandais de l'article 87bis en projet serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7.

Article 91 en projet.

Il y a lieu de se reporter à l'observation générale.

Article 8.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L'article 92, alinéa 1er, de la même loi, modifié par la loi du 24 mai 1991, est complété comme suit :".

Article 9.

L'article 94, § 1er, en projet, que l'article 10 du projet tend à remplacer, doit être inséré dans l'article 93 en projet. Il y a lieu de prévoir que la disposition ne déroge pas à l'article 96.

Le texte suivant est proposé :

"Article 93.-

Les séances du conseil communal sont publiques.

Sous réserve de l'article 96, le conseil communal, statuant à la majorité des deux tiers des membres présents peut, dans l'intérêt de l'ordre public et en raison des inconvénients graves qui résulteraient de la publicité, décider que la séance ne sera pas publique".

Article 10.

L'alinéa 3 du paragraphe 2 - devenant l'alinéa 3 de l'article à la suite de la rédaction proposée sous l'article 9 pour l'article 93 de la nouvelle loi communale - doit être omis car il reproduit l'article 301, 6°, de la nouvelle loi communale.

Article 11.

Dans le texte néerlandais de l'article 95, alinéa 1er, il y a lieu de remplacer les mots "plaats grijpen" par le mot "plaatsvinden".

Dans le texte néerlandais de l'article 95, alinéa 2, en projet, il y a lieu de remplacer le mot "verdergezet" par le mot "voortgezet".

Article 12.

L'article doit être rédigé comme suit :

"L'article 96, alinéa 4, de la même loi, modifié par la loi du 27 mai 1989, est abrogé".

Article 13.

A la fin de la phrase liminaire, il faut remplacer, dans le texte français, les mots "comme suit" par les mots "par la disposition suivante".

Article 14.

1. Dans la phrase liminaire, il convient d'insérer les mots "modifié par la loi du 24 mai 1991," entre les mots "de la même loi" et les mots "est remplacé".

2. L’organisation du scrutin est une question trop essentielle pour pouvoir être laissée à la discrétion de chaque conseil communal, agissant par un règlement d’ordre intérieur.

En ce qui concerne les alinéas 1er et 2 de l’article 100 en projet, il est, dès lors, renvoyé à l’observation générale.

Sous réserve de cette observation, le texte néerlandais de l’article 100, alinéa 1er, devrait être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

En ce qui concerne l’alinéa 3 de l’article 100 en projet, il doit mentionner également la mise en disponibilité et la suspension dans l’intérêt du service.

Le texte néerlandais du même alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Dans le texte néerlandais de l’alinéa 4 de l’article 100 en projet, il y a lieu de remplacer les mots "stemt laatst" par les mots "stemt het laatst".

Article 15.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L’article 108 de la même loi, modifié par la loi du 17 octobre 1990, est complété par l’alinéa suivant :".

Le texte néerlandais de l’article 108 en projet devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 17.

Les attributions du collège des bourgmestre et échevins sont réglées par l’article 123 de la nouvelle loi communale et celles du bourgmestre le sont par l’article 133 de la nouvelle loi communale.

En particulier, l’article 133 confère au bourgmestre des compétences résiduelles dans les domaines où celles-ci ne sont pas expressément confiées au collège ou au conseil. L’article 117bis en projet tend à procéder de la même manière en ce qui concerne le conseil. Il y a une contradiction manifeste entre ces deux dispositions.

L’article 17 doit être omis.

Article 18.

Il n’existe pas d’article 118bis dans la nouvelle loi communale.

Il est proposé de rédiger l’article comme suit :

"Un article 118bis rédigé comme suit est inséré dans la même loi :

"Article 118bis.-

Lorsque le conseil communal institue des conseils consultatifs, il en fixe la composition en fonction de leurs missions et détermine le cas dans lequel la consultation de ces conseils consultatifs est obligatoire.

Il met à leur disposition les moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission"".

Article 19.

1. Le texte français de l'article 120, § 1er, alinéa 1er, en projet, doit être revu afin de le mettre en concordance avec le commentaire qui y est consacré dans l'exposé des motifs, selon lequel les commissions ont pour mission de "préparer les discussions lors des séances du conseil communal". Il ne leur appartient pas, par contre, de "(traiter) des affaires relatives à l'administration de la commune".

2. Pour tenir compte de l'observation faite au sujet de l'article 120, § 1er, alinéa 1er, en projet, il faut omettre l'alinéa 4 dudit article qui pourrait donner à penser que les commissions sont des organes de décision et non de consultation.

3. Le texte néerlandais de l’article 120, § 1er, alinéa 2, deuxième phrase, devrait être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais de l’article 120, § 1er, alinéa 2, dernière phrase, devrait être rédigé en tenant compte de l’observations qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

OPSCHRIFT.

Het is gebruikelijk in het opschrift geen melding te maken van het door de ontworpen tekst beoogde doel.

Die vermelding is des te minder gerechtvaardigd daar het wetsontwerp ertoe strekt een tekst te wijzigen waarvan het opschrift welbekend is.

ALGEMENE OPMERKING.

Het ontworpen artikel 91 (artikel 7 van het ontwerp) verplicht de gemeenten een reglement van orde vast te stellen. Verscheidene ontworpen bepalingen verwijzen ernaar door te voorzien in de mogelijkheid (1) of in de verplichting (2) om er bepaalde regels in op te nemen.

Verscheidene van die bepalingen zijn dermate algemeen gesteld dat zij het de gemeenteraad mogelijk maken, via het reglement van orde, kwesties te regelen die van fundamenteel belang zijn voor de werking van de raad.

---

(1) Het ontworpen artikel 84, § 2, tweede lid (artikel 3 van het ontwerp), het ontworpen artikel 87, § 2, tweede lid (artikel 5 van het ontwerp), het ontworpen artikel 87bis, derde lid (artikel 6 van het ontwerp), het ontworpen artikel 101, eerste en tweede lid (artikel 14 van het ontwerp).

(2) Het ontworpen artikel 84, § 1, vijfde lid (artikel 3 van het ontwerp), het ontworpen artikel 108bis (artikel 16 van het ontwerp), het ontworpen artikel 120, § 1, tweede lid (artikel 19 van het ontwerp).

Doordat zodanige bepalingen algemeen zijn, druisen zij in tegen de artikelen 31 en 108 van de Grondwet. Die artikelen schrijven immers voor dat de grondregels voor de werking van de gemeenteraden door de wetgever worden vastgesteld.

Die kritiek geldt in de eerste plaats voor het ontworpen artikel 91 (artikel 7 van het ontwerp), waarin wordt bepaald dat "(het reglement van orde) alle andere maatregelen (kan) bevatten die betrekking hebben op de werking van de raad". Wil het ontworpen artikel zich verdragen met de voormelde grondwetsbepalingen, dan zou er duidelijk in moeten worden gesteld dat in het reglement van orde alleen de maatregelen mogen worden opgenomen die een aanvulling vormen op die waarin door de nieuwe gemeentewet behoort te worden voorzien.

Dit geldt ook voor het ontworpen artikel 100, eerste lid, luidens hetwelk "de leden van de gemeenteraad mondeling (stemmen) of op de wijze bepaald in het (...) huishoudelijk reglement". Er dient op te worden gewezen dat het reglement van orde slechts een regeling kan invoeren die tot hetzelfde resultaat leidt als de mondelinge stemming.

BEPALEND GEDEELTE.

Bijzondere opmerking.

Voorgesteld wordt om in het gehele ontwerp te werken met de term "reglement van orde", in plaats van met

de term "huishoudelijk reglement", naar analogie van artikel 91 van de nieuwe gemeentewet.

Nieuw artikel 3.

Bij artikel 1 van het ontwep wordt in de nieuwe gemeentewet een artikel 12bis ingevoegd, waarvan het derde lid inzonderheid bepaalt dat "de vertrouwenspersoon dezelfde rechten (geniet) en onderworpen (is) aan dezelfde verplichtingen als het raadslid". Die persoon moet derhalve, zoals het gemeenteraadslid, de grondwettelijke eed afleggen. Bijgevolg behoort, ook volgens de mening van de gemachtigde van de Minister, artikel 80 van de gemeentewet eveneens te worden gewijzigd en behoort daartoe, na artikel 2 van het ontwerp, een artikel te worden ingevoegd, luidende :

"Artikel 80, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"De gemeenteraadsleden, de vertrouwenspersonen bedoeld in artikel 12bis, de burgemeesters en schepenen, leggen, alvorens hun ambt te aanvaarden, de volgende eed af :

"Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk"".

In het ontworpen artikel 12bis, eerste lid, behoort "fysieke handicap" te worden geschreven in plaats van

"fysische handicap", alsook "gekozen uit" in plaats van "gekozen onder".

In het derde lid van hetzelfde artikel schrijve men "en heeft hij dezelfde verplichtingen als het raadslid", in plaats van "is onderworpen aan dezelfde verplichtingen als het raadslid".

Artikel 3.

1. Ook volgens de gemachtigde van de Minister zou het ontworpen artikel 84, § 1, beter beantwoorden aan de bedoelingen van de Regering indien het als volgt wordt gesteld :

"Artikel 84.-

§ 1. Geen akte noch enig stuk betreffende het bestuur mag aan het onderzoek van de raadsleden worden onttrokken, tenzij die akte of dat stuk slechts betrekking heeft op een opdracht van het college van burgemeester en schepenen of van de burgemeester, die uitsluitend van algemeen belang is.

Er wordt een agenda bijgehouden van de inkomende en uitgaande stukken bedoeld in het eerste lid. Die agenda kan door de gemeenteraadsleden worden ingezien.

Een afschrift van de akten en stukken wordt aan de gemeenteraadsleden afgegeven wanneer zij daarom verzoeken.

De gemeenteraadsleden mogen alle gemeentelijke instellingen en diensten bezoeken die door de gemeente zijn opgericht en door haar worden beheerd.

In het in artikel 91 bedoelde reglement van orde worden de wijze en de tijdstippen bepaald waarop het inzage- en bezoekrecht mag worden uitgeoefend, alsmede de voorwaarden waarop een afschrift van de akten en stukken kan worden verkregen. Het reglement dient te zorgen voor een doeltreffende uitoefening van die rechten.

De bijdrage die eventueel wordt gevraagd voor het afschrift mag in geen geval meer bedragen dan de kostprijs".

2. In paragraaf 2, eerste lid, wordt niet bepaald dat de raadsleden vragen mogen stellen, in welke mogelijkheid wel voorzien wordt in het tweede lid.

Bijgevolg zou het beter zijn paragraaf 2, tweede lid, als volgt te redigeren :

"De gemeenteraadsleden hebben het recht vragen te stellen aan het college van burgemeester en schepenen en aan de burgemeester. Binnen twintig werkdagen dient schriftelijk geantwoord te worden op de schriftelijke vragen. Op de tijdens een vergadering van de raad gestelde mondelinge vragen dient een mondeling antwoord te worden gegeven uiterlijk tijdens de volgende vergadering.

In het reglement van orde bedoeld in artikel 91 wordt de wijze bepaald waarop dat recht wordt uitgeoefend".

Artikel 4.

In het ontworpen artikel 85 schrijve men "zo dikwijls als de zaken" in plaats van "zo dikwijls de zaken".

Artikel 5.

1. In de Franse tekst moet artikel 87, § 1, eerste lid, derde zin, in de onvoltooid tegenwoordige en niet in de onvoltooid toekomende tijd worden geredigeerd.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 87bis, tweede lid (artikel 6 van het ontwerp).

In de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 87, § 1, behoort "ten minste" te worden geschreven, in twee woorden.

2. Het ontworpen artikel 87, § 2, tweede lid, voorziet in zeer ruime bewoordingen in de mogelijkheid voor de gemeenteraadsleden om technische inlichtingen te verkrijgen bij de gemeentesecretaris of bij ambtenaren die hij aanwijst. Die mogelijkheid kan alleen worden begrepen als zij te rijmen valt met de bepalingen waarbij het statuut en de verantwoordelijkheden van de gemeentesecretaris worden

vastgesteld, inzonderheid met artikel 26 van de nieuwe gemeentewet, waarin wordt bepaald dat de gemeentesecretaris zich in alle omstandigheden richt "naar de onderrichtingen die hem worden gegeven door de gemeenteraad, het college van burgemeester en schepenen of de burgemeester", en met artikel 26bis van de nieuwe gemeentewet, gewijzigd bij de wet van 17 oktober 1990, waarbij de gemeentesecretaris uitdrukkelijk belast wordt met de voorbereiding van de zaken die aan de gemeenteraad of aan het college van burgemeester en schepenen worden voorgelegd.

Het ontworpen artikel 87, § 2, tweede lid, zou bovendien beter als volgt worden gesteld :

"Het reglement van orde bedoeld in artikel 91 kan voorschrijven dat de gemeentesecretaris of de door hem aangewezen ambtenaren, aan de raadsleden die erom verzoeken technische inlichtingen verstrekken over in het dossier voorkomende stukken; in dat geval worden in het reglement van orde tevens de nadere regels bepaald voor het verstrekken van die technische inlichtingen".

Artikel 6.

Het zou beter zijn het ontworpen artikel 87bis als volgt te redigeren :

"Artikel 87bis. - Plaats, dag, tijdstip en agenda van de vergaderingen van de gemeenteraad worden ter kennis gebracht van het publiek door aanplakking aan het gemeente-

huis, binnen dezelfde termijnen als die vermeld in de artikelen 87, 96 en 97, derde lid, met betrekking tot de bijeenroeping van de gemeenteraad.

De pers en belangstellende inwoners van de gemeente worden, op hun verzoek en binnen een nog lopende termijn, op de hoogte gesteld van de agenda van de gemeenteraad, eventueel tegen betaling van een vergoeding die niet meer mag bedragen dan de kostprijs. Die nog lopende termijn geldt niet voor de punten die aan de agenda worden toegevoegd na het verzenden van de oproeping overeenkomstig artikel 87.

Het reglement van orde kan nog andere wijzen van bekendmaking voorschrijven".

Artikel 7.

Ontworpen artikel 91.

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking.

Artikel 8.

De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 92, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 mei 1991, wordt aangevuld als volgt :".

Artikel 9.

Het ontworpen artikel 94, § 1, waarvan artikel 10 van het ontwerp de vervanging beoogt, moet worden ingevoegd in het ontworpen artikel 93. Er behoort in te worden voorzien dat de bepaling niet afwijkt van artikel 96.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 93.-
De vergaderingen van de gemeenteraad zijn openbaar.

Onder voorbehoud van artikel 96 kan de gemeenteraad, met een tweederde meerderheid van de aanwezige leden, in het belang van de openbare orde en op grond van ernstige bezwaren tegen de openbaarheid, beslissen dat de vergadering niet openbaar is".

Artikel 10.

Het derde lid van paragraaf 2 - dat het derde lid van het artikel wordt als gevolg van de onder artikel 9 voor artikel 93 van de nieuwe gemeentewet voorgestelde redactie - moet vervallen daar het artikel 301, 6°, van de nieuwe gemeentewet weergeeft.

.../...

Artikel 11.

In het ontworpen artikel 95, eerste lid, vervange men de woorden "plaats grijpen" door het woord "plaats-vinden".

In het ontworpen artikel 95, tweede lid, vervange men het woord "verdergezet" door het woord "voortgezet".

Artikel 12.

Het artikel moet als volgt worden gesteld :

"Artikel 96, vierde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1989, wordt opgeheven".

Artikel 13.

In de Franse tekst dienen aan het slot van de inleidende zin de woorden "comme suit" vervangen te worden door de woorden "par la disposition suivante".

Artikel 14.

1. In de inleidende zin dienen tussen de woorden "van dezelfde wet" en de woorden "wordt vervangen" de woorden "gewijzigd bij de wet van 24 mei 1991" te worden ingevoegd.

2. De organisatie van de stemming is een te belangrijke zaak dan dat ze overgelaten kan worden aan de vrije beoordeling van elke gemeenteraad, die optreedt op grond van een reglement van orde.

Wat het eerste en tweede lid van het ontworpen artikel 100 betreft, wordt bijgevolg verwezen naar de algemene opmerking.

Onder voorbehoud van die opmerking schrijve men in het ontworpen artikel 100, eerste lid, "bedoelde reglement van orde", in plaats van "bedoeld huishoudelijk reglement".

In het derde lid van het ontworpen artikel 100 dienen tevens de disponibiliteit en de schorsing in het belang van de dienst te worden vermeld.

Bovendien zou het beter zijn in hetzelfde lid het woord "Enkel" te vervangen door het woord "Alleen".

In het vierde lid van het ontworpen artikel 100 schrijve men "stemt het laatst" in plaats van "stemt laatst".

Artikel 15.

De inleidende zin moet als volgt worden gerediGeerd :

"Artikel 108 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 17 oktober 1990, wordt aangevuld met het volgende lid :".

In het ontworpen artikel 108 schrijve men "De ondertekening", alsook "geschiedt" in plaats van "gebeurt".

Artikel 17.

De bevoegdheden van het college van burgemeester en schepenen worden geregeld door artikel 123 van de nieuwe gemeentewet en die van de burgemeester door artikel 133 van de nieuwe gemeentewet.

In het bijzonder kent artikel 133 aan de burgemeester restbevoegdheden toe op gebieden waar zij niet uitdrukkelijk zijn toevertrouwd aan het college of aan de raad. Het ontworpen artikel 117bis beoogt op dezelfde wijze te werk te gaan wat de raad betreft. Die twee bepalingen zijn duidelijk in tegenspraak met elkaar.

Artikel 17 moet vervallen.

Artikel 18.

Er bestaat geen artikel 118bis in de nieuwe gemeentewet.

Voorgesteld wordt het artikel als volgt te redigeren :

"In dezelfde wet wordt een artikel 118bis ingevoegd, luidende :

"Artikel 118bis.-

Wanneer de gemeenteraad adviesraden instelt, regelt hij de samenstelling ervan naar gelang van hun taken en bepaalt hij de gevallen waarin raadpleging van die adviesraden verplicht is.

Hij stelt hun de middelen ter beschikking die nodig zijn voor het vervullen van hun taak"".

Artikel 19.

1. De Franse tekst van het ontworpen artikel 120, § 1, eerste lid, moet worden herzien om hem in overeenstemming te brengen met de toelichting die erbij wordt gegeven in de memorie van toelichting, volgens welke de commissies tot taak hebben de "voorbereiding van de besprekingen in de gemeenteraadsvergaderingen zelf". Het komt ze daarentegen niet toe zich in te laten "met het bestuur van de gemeente".

2. Om rekening te houden met de in verband met het ontworpen artikel 120, § 1, eerste lid, gemaakte opmerking, dient het vierde lid van het genoemde artikel te vervallen

daar het de indruk zou kunnen wekken dat de commissies beslissingsorganen zijn en geen adviesorganen.

3. In het ontworpen artikel 120, § 1, tweede lid, tweede zin, schrijve men : "... geacht worden" in plaats van "... worden geacht".

In het ontworpen artikel 120, § 1, tweede lid, laatste zin, dient het woord "evenals" vervangen te worden door het woord "alsook".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS,
F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE,
Madame : R. DEROY, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, premier président.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-L. PAQUET, référendaire adjoint.

LE GREFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : kamervoorzitter,
staatsraden,
assessoren van de afdeling wetgeving,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, eerste voorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.